

Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques  
et des Installations Classées  
JPV

## ARRETE

n° 2014 051-0010

du 20 FEV. 2014

**portant mise en demeure à la Société TRITER de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 réglementant son exploitation de carrière d'ASPACH le BAS, s'agissant de l'extraction et de la remise en état du site**

### Le Préfet du Haut-Rhin

Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral n°990755 du 22 avril 1999 (*autorisation d'exploiter la carrière pour 15 ans*),
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-102-40 du 11 avril 2007 (*prescriptions complémentaires et codificatif des prescriptions pour la poursuite d'exploitation de la carrière*),
- VU la visite d'inspection de la carrière du 22 janvier 2014,
- VU le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 28 janvier 2014,

**CONSIDÉRANT** que l'échéance des travaux d'extraction est fixée au 22 juillet 2013 (*article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé*) et que lors de l'inspection du 22 janvier 2014 il a été constaté que des engins d'extraction étaient présents sur le site,

**CONSIDÉRANT** que l'échéance de la remise en état de la carrière est fixée au 22 octobre 2013 (*article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé*) et que lors de l'inspection du 22 janvier 2014 il a été constaté que la remise en état de la carrière n'est pas réalisée,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a déposé en préfecture du haut-Rhin le 20 janvier 2014 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vue d'être autorisé à poursuivre et étendre l'exploitation de sa carrière d'Aspach le Bas,

**CONSIDÉRANT** que la remise en état de la carrière d'Aspach le Bas est actuellement garantie par un acte de cautionnement établi le 2 décembre 2013, par ATRADIUS :

- pour un montant de 100 000 euros,
- et dont la limite de validité est au 30 novembre 2015,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## ARRETE

### Article 1er :

L'exploitant de la Sté TRITER, dont le siège social est 29 rue des Genêts – 68700 ASPACH le HAUT, est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2007-102-40 du 11 avril 2007 susvisé, reprises ci-après aux articles suivants, dans le délai imparti aux articles suivants, et qui s'appliquent aux installations qu'il exploite à ASPACH le Bas aux lieux-dits « *Lumpendeschen et Ochsenfeld* ».

### Article 2 :

**Au plus tard le 22 avril 2014** conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé, s'agissant des travaux d'extraction de la carrière :

« (...) *Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation :*

- *l'extraction des matériaux commercialisables est achevée (...),*
- *(...) ».*

### Article 3 :

**Dans un délai de 6 mois** conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé, s'agissant de la remise en état de la carrière :

« (...) *Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation :*

- *(...),*
- *la remise en état est achevée (...). ».*

### Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

### Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, la Sous-Préfète de THANN, le Maire de ASPACH LE BAS et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 20 FEV. 2014  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Christophe MARX

### Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.